



Plateforme Régionale Sur Le Genre

Le Caire, 28 novembre 2017

Au Caire, la Conférence de la société civile Euromed publie des recommandations sur l'élaboration d'une politique d'égalité entre les sexes à la 4e Conférence ministérielle de l'UpM sur les droits de la femme

La Conférence de la société civile Euromed pour les droits des femmes, organisée par l'Initiative Féministe Euromed avec le soutien de l'Union Européenne, a eu lieu les 22 et 23 novembre 2017 au Caire.

La conférence a réuni plus de 130 représentants de 107 organisations de la société civile pour les droits des femmes et les droits humains ainsi que des réseaux, des experts en genre, des universitaires et des médias de 26 pays.

La Conférence de la société civile a été le dernier acte du dialogue politique mené par les OSC sur les droits des femmes, initié par l'Initiative Feministe Euromed depuis 2015, qui a poussé au développement d'une Plateforme Régionale sur le Genre avec des recommandations politiques à la 4ème Conférence Ministérielle de l'Union pour la Méditerranée. Dans le cadre de ce processus, la Conférence visait à promouvoir, élargir et soutenir ce dialogue régional sur l'égalité des sexes et à adresser une déclaration aux ministres des 43 pays de l'UpM.

Lors du panel d'ouverture, Mme Leila Al Ali, Coprésidente de l'Initiative féministe Euromed, a souligné l'importance du rassemblement dans le contexte actuel de rétrécissement de l'espace de la société civile. Elle a salué la Conférence en déclarant que « l'expérience a montré qu'aucune réalisation pour les droits des femmes n'a jamais été atteinte sans la participation des femmes elles-mêmes et sans l'action des organisations de droits des femmes ».

L'Ambassadeur Ivan Surkoš, Chef de la Délégation de l'UE en Egypte, a réitéré dans ses remarques initiales, l'engagement de l'UE en faveur des droits des femmes dans la région. « Cet engagement en faveur de l'égalité des sexes est également ancré dans l'UE à différents niveaux en tant que valeur fondatrice », a déclaré M. Surkoš. « Notre principale priorité est de promouvoir le rôle d'une société civile proactive dans la promotion du statut des femmes et dans la contribution au développement durable et inclusif », a-t-il ajouté.

Dans son allocution de bienvenue, le Dr. Maya Morsi, présidente du Conseil national des femmes en Egypte, a souligné l'implication du mouvement des femmes en Égypte dans l'élaboration de la stratégie nationale. « Le gouvernement et la société civile se sont unis pour mettre en œuvre la Stratégie ensemble et nous espérons qu'elle jouera un rôle important en faveur de l'égalité des sexes en Egypte », a souligné Dr. Morsi.

La Ministre du développement social de Jordanie, Mme Hala Lattouf, a rappelé aux participants que les conflits armés et l'extrémisme sont des obstacles majeurs pour l'avancement de l'égalité des sexes dans la région. « Les conflits dans notre aire géographique ont résulté en un flux énorme de réfugiés dans la région ce qui nous affecte socialement et économiquement », a-t-elle souligné dans son discours à la conférence prononcée en son nom par le Dr Ahmad Abu Haidar, directeur des politiques et stratégies à la MoSD en Jordanie. M. Haidar a également souligné le rôle important de la Jordanie dans ce processus, le Royaume étant coprésident de l'UpM avec l'Union européenne.



L'ambassadeur Mervat Tallawy, directeur de l'Organisation des femmes arabes en Égypte, a rappelé que « Les guerres sectaires dans la région ont entraîné la dérive des droits des femmes et ont privé ces dernières de beaucoup de leurs gains au fil des ans ».

Mme Lilian Halls-French, coprésidente de l'Initiative féministe Euromed, a souligné le rôle indispensable de la société civile en général et du mouvement des femmes en particulier pour contrecarrer cette régression. « Nous devons soutenir fermement l'indépendance des organisations de la société civile pour les droits des femmes ainsi que la société civile en général dans la région, a-t-elle insisté.

À cet égard, M. Diego Escalona, chef de la coopération à la délégation de l'UE en Égypte, a souligné que « l'UE utilise différents instruments de coopération, y compris des financements, pour soutenir directement les OSC dans la mise en œuvre de projets et d'initiatives dans les domaines de l'égalité des sexes ». Il a ajouté que les engagements bilatéraux de l'UE visant spécifiquement les aspects sexospécifiques et l'autonomisation des femmes et des filles en Égypte dépassent actuellement 20 millions d'euros.

Les participants ont travaillé pendant deux jours afin de prioriser les actions les plus urgentes et les politiques à adopter par les Ministres avant la prochaine réunion ministérielle de l'UpM dans les domaines identifiés par le processus ministériel. Ils ont résumé leurs recommandations en fonction de l'expertise et des expériences sur le terrain, et ont publié une déclaration aux ministres.

« Cette déclaration et la plateforme régionale sur le genre resteront la feuille de route pour les organisations de défense des droits des femmes afin de poursuivre leur dialogue indépendant avec les décideurs et afin de contribuer à l'amélioration du statut des droits des femmes dans la région, » a déclaré Mme Borianna Jonsson, Directrice exécutive de l'Initiative Féministe Euromed lors de la session de clôture. Elle a ajouté que « ces recommandations restent un outil entre les mains de la société civile, avec d'autres mécanismes internationaux des droits des femmes pour continuer notre travail vers l'égalité des sexes et les droits des femmes dans toute la région ».

Mme Borianna Jonsson et Mme Leila Al Ali, respectivement Directrice exécutive et coprésidente de l'Initiative Féministe Euromed, ont présenté la Déclaration de la société civile aux ministres durant leur réunion ministérielle du 27 novembre au Caire. « L'Initiative Féministe Euromed a suivi le processus ministériel de l'UpM sur les droits des femmes dès leur première conférence ministérielle en 2016 à Istanbul et a depuis utilisé les conclusions ministérielles comme outil régional majeur pour mobiliser la société civile, pour soutenir l'accumulation de volonté politique pour la promotion et la mise en œuvre des droits des femmes et de l'égalité des sexes dans la région euro-méditerranéenne. »

À cette fin, l'Initiative Féministe Euromed a lancé un dialogue politique en 2015, mené par les OSC sur les droits des femmes, avec le soutien de l'Union européenne, qui a réuni plus de 600 représentants des OSC, OBC, experts en genre, universitaires et chercheurs ainsi que des législateurs. Le résultat de ce processus de dialogue est la plate-forme régionale sur le genre avec des recommandations politiques concrètes à la 4e réunion ministérielle de l'UpM qui ont été prises en compte dans la Déclaration ministérielle de l'UpM au Caire.